

Revue Africaine des Dynamiques Contemporaines (RADYC)

Éditeur scientifique : Centre de Recherche sur les
Dynamiques des Mondes contemporains (CERDYM)

Vol. 2 | Dossier thématique | Juin 2025

Mobilités intra-africaines et développement

Écrire et dire la migration dans l'espace CEMAC



Coordonné par Amadou SOULEYMANOU & Zakaria BEINE

PYGMIES

Revue Africaine des dynamiques contemporaines (RADYC)

Éditée par le Centre de Recherche sur les Dynamiques
des Mondes contemporains (CERDYM)

Vol. 2 | Dossier thématique | Juin 2025

**Mobilités intra-africaines et développement :
Écrire et dire la migration dans l'espace CEMAC**

Numéro coordonné par Amadou SOULEYMANOU & Zakaria BEINE

ISSN : 3007-6714

PYGMIES

Ce livre a été réalisé par les éditions Pygmies (Douala, Cameroun)

Tél. : +237 677 47 85 55 – +237 677 13 42 11

contact@pygmieseditions.com

www.pygmieseditions.com

Impression : Libri Plureos GmbH, Friedensallee 273, 22 763 Hamburg (Allemagne)

Tous droits réservés pour tous pays.

Dépôt légal : juin 2025

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

ISSN : 3007-6714

ISBN : 978-9956-459-81-0

Revue Africaine des dynamiques contemporaines (RADYC)

La Revue Africaine des dynamiques contemporaines (RADYC) est une initiative des chercheurs du Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes contemporains (CERDYM), Unité de recherche de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Douala créée en 2017. Elle est avant tout un lieu de débat, un support d'expression des travaux des chercheurs en sciences humaines et sociales. En privilégiant la dimension africaine comme cadre spatial de référence, la revue reste ouverte à d'autres espaces géographiques.

La revue accepte des articles originaux, inédits, portant sur des recherches novatrices offrant un regard original sur l'histoire contemporaine du continent africain dans son ensemble. Ils sont évalués en double aveugle par des pairs. Sont publiés sous format numérique deux numéros par an (licence Creative Commons 3.0 FR pour la version électronique), comportant un dossier thématique, des articles varia et des comptes-rendus. Des annonces d'actualité scientifiques peuvent également être publiées. Les articles varia et les comptes-rendus de lecture peuvent être ajoutés au fil de l'eau sur le site internet de la revue.

Il est possible pour des chercheur.e.s intéressé.e.s de coordonner des dossiers thématiques. Si ceux-ci sont issus d'une journée d'étude ou d'un colloque, ces dossiers doivent nécessairement faire l'objet d'un appel renouvelé et ouvert à tou.te.s.

Comité éditorial

Rédaction en chef

La rédaction en chef est composée de cinq membres suivants, garant.e.s du contenu éditorial de la revue :

- Boulou Ebanda de B'beri, Université d'Ottawa ;
- Papa Demba Fall, Université Cheick Anta Diop;
- Meredith Terretta, Université d'Ottawa ;
- Ernest Messina Mvogo, Université de Douala ;
- Laurain Assipolo, Université de Douala.

Comité de rédaction

- Ernest Messina Mvogo, Université de Douala ;
- Boulou Ebanda de B'beri, Université d'Ottawa ;
- Papa Demba Fall, Université Cheick Anta Diop ;
- Meredith Terretta, Université d'Ottawa ;
- Emmanuel Tchumtchoua, Université de Douala ;
- Eugène Eloundou, Université de Yaoundé I ;
- Michael Okyerefo, Université du Ghana ;
- Zakaria Beine, Université de Ndjamena ;
- Brenda Diangha, Université de Douala ;
- Atangana Kouna Christophe Désiré, Université de Yaoundé I ;
- Christian Bios, Université de Yaoundé I ;
- Nadeige Ngo Nlend, Université de Douala ;
- Ngam Confidence, Université de Bamenda ;
- Ndoutorlengar Médard, Université de Ndjamena ;
- Adjé Séverin Angoua, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan ;
- Jeannette Wogaing, Université de Douala.

Secrétariat de rédaction du numéro

- Souleymanou Amadou, Université de Douala ;
- Nkouandou Marcel, Université de Douala ;
- Menang Menang Paul, Université de Douala ;
- Tchoudja Prince Nico, Université de Douala ;
- Tchanga Roméo, Université de Douala ;
- Nana Komey Daniel Georges, CNE-MINSERL ;
- Pefoura Manouma Adjara Adeline, Université de Douala ;
- Binga Casimir Gaël Joël, Université de Douala.

Comité scientifique

Le comité scientifique est constitué de chercheurs reconnus internationalement pour leur expertise dans leur domaine de recherche respectif. Ce comité est mobilisé notamment lorsque l'évaluation d'une proposition d'article ou de numéro thématique est particulièrement difficile. Le comité scientifique peut également être mobilisé lorsqu'il apparaît nécessaire que la revue se positionne par rapport à un débat éthique ou scientifique en cours au sein du monde

de la recherche. Il est composé de la rédaction en chef et du comité scientifique.

Comité scientifique du numéro

- Hamadou Adama, Université de Ngaoundéré ;
- Robert Kpwang Kpwang, Université de Yaoundé I ;
- Roger Mondoué, Université de Dschang ;
- Emmanuel Tchumtchoua, Université de Douala ;
- Meredith Terretta, Université d'Ottawa ;
- Boulou Ebanda de b'beri, Université d'Ottawa ;
- Médard Ndoutorlengar, Université de N'Djamena ;
- Zakaria Beine, Université de Ndjamen ;
- Messina Mvogo, Université de Douala ;
- Jeannette Wogaing, Université de Douala ;
- Pierre Fadibo, Université de Garoua ;
- Brenda Diangha, Université de Douala ;
- Nadeige Ngo Nlend, Université de Douala ;
- Abdouraman Halirou, Université de Ngaoundéré ;
- David Mokam, Université de Ngaoundéré ;
- Erick Sourn Loumtouang, MINRESI ;
- Japhet Anafak Lemofak, Université de Yaoundé 1 ;
- Amadou Souleymanou, Université de Douala.

Vivre dans le spectre de la valeur : dispositifs infrastructurels coloniaux et populations dans le Sud-Est du Cameroun

Living in the Spectrum of Value: Colonial Infrastructure Arrangements and People in South-East Cameroon

Daniel Georges NANA KOMEY
CNE-MINRESI
danielnana825@gmail.com

Résumé

Ce texte traite de l'expérience socio-historique des peuples du Sud-Est du Cameroun qui se sont enrôlés dans les circuits du capitalisme colonial par la colonisation entre 1890 et 1960. Il montre comment cette sujétion, par son éthique capitaliste, a réduit l'existence des individus et des groupes aux nécessités de l'exploitation des matières premières. Le Sud-Est possède une écologie diversifiée et une richesse en matières premières agricoles et minières très convoitées. À cette fin, la priorité de l'action coloniale a été donnée à la pacification militaire et à l'extractivisme effréné. Il y a eu l'extraction du caoutchouc et de l'ivoire entre 1890 et 1940, dont la baisse de valeur a entraîné un retournement vers l'exploitation du minerai d'or à partir de 1932. Ce processus de changement social, qui a pris forme avec la colonisation, a été poussé par la valeur, dont les rationalités ont redéfini tous les systèmes préexistants. Sa mise en œuvre a retravaillé l'orientation de la vie sociale et économique, exaltant définitivement le Sud-Est dans l'imaginaire comme une vaste zone d'extraction.

Mots-clés : développement, Sud-Est, Spectre-fantôme, dispositif, négatif, capitalisme

Abstract

This text deals with the socio-historical experience of the peoples of south-east Cameroon who were enrolled in the circuits of colonial capitalism by colonisation between 1890 and 1960. It shows how this subjection, through its capitalist ethic, reduced the existence of individuals and groups to the necessities of exploiting raw materials. The South-East has a diverse ecology and a wealth of agricultural and mining raw materials that are coveted. To this end, the priority of colonial action was given to military pacification and unbridled extractivism. There was the extraction of rubber and ivory between 1890 and 1940, whose decline in value led to a reversal towards the exploitation of gold ore from 1932 onwards. This process of social change, which took shape with colonisation, was driven by value, whose rationalities redefined all pre-existing systems. Its implementation reworked the orientation of social and economic life, permanently exalting the south-east in the imagination as a vast extraction zone.

Keywords: development, South-East, Ghost-Specter, device, negative, capitalism

Introduction

Les allègements des dettes bilatérale et multilatérale des États africains entre 2006 et 2010 ont illusionné leurs gouvernements (CEA 2012 ; 2013). Après des décennies d'agonie (1980-2000), l'heure était à l'utopie pour plusieurs pays, dont le Cameroun, qui reprenait l'initiative de sa planification économique et qui, dès 2009, projeta son *émergence* pour l'horizon 2035 (Courade & Sindjoun 1996 ; Akindès 2017 ; Eboko & Awondo 2018). Ce programme escompte l'amélioration de son classement et de son indice de développement à travers la réalisation de grandes infrastructures. Le Document stratégique pour la croissance et l'emploi, DSCE [2009-2018] et la Stratégie nationale de développement, SND 30 [2019] résument ces prétentions. Cette émergence n'est-elle pas un autre prêt-à-penser dystopique comme le fut *la mise en valeur* ? Ne s'inscrit-elle pas dans le prolongement idéologique de *la mise en valeur*, que l'un de ses plus

illustres théoriciens, Albert Sarraut (1924 : 20) définissait comme : « un programme innovant [...] un plan de campagne logique distribuant l'urgence des grands travaux et des œuvres sociales pour un développement efficace des richesses ».

L'imagination de *la mise en valeur* esquissa dès 1900 l'idée d'un *développement* et d'une *civilisation*, dont l'*émergence*, succédant d'un paradigme vulgarisé en 1945, le développement, n'est que le continuum (Du Jardin et *al.*, 2009 ; Coquery-Vidrovitch 2001). *La mise en valeur* n'a été qu'une fumisterie. Son ombre portée n'est que subalternisation et invisibilisation. Elle s'est illustrée par des négatifs : sa science infériorisante et raciologique, la déshumanisation, la pacification et le travail forcé (Cooper 1996 ; Tonda 2024). Ces négatifs d'après Joseph Tonda (2005 : 172) induisent des transformations sérielles et multiples, dont l'impulsion est déterminée par des fantasmes. Selon Achille Mbembe (1996 : 24-25), ces fantasmes, qui se cristallisent dans un art, la doublure (Mbembe 2020), initient une recomposition des intelligibilités. Pour Julien Bonhomme (2017 : 1951-972), la dissimulation qu'il qualifie d'art de la dérobade fait partir de ces re-compositions. Le négatif, la doublure ou la dérobade sont donc des dispositifs imaginatifs et spectraux caractéristiques de *la mise en valeur*. Ces institutions imaginées de la société coloniale (Castoriadis, 1975) s'érigent en une puissance collective, générative et gestationnelle qui engendre des symbolismes. Joseph Tonda (2005 : 25) l'identifie dans le contexte des États de l'Afrique centrale comme une dystopie qu'il nomme le souverain moderne. Dans cet article, j'étudie l'influence des dispositifs immatériels et matériels coloniaux de *la mise en valeur*, dont certains existent encore (orientations politique et économique, routes et toponymes), sur le devenir historique des assujettis et de leurs espaces. Il s'agit donc de montrer comment l'imagination capitaliste, créatrice de la valeur, performe ces milieux. Dans ce sens, à travers quels dispositifs et comment la société de la valeur façonne-t-elle l'histoire de ces sociétés subjuguées ?

À l'observation, le travail ethnographique administratif, le travail forcé, la prédation et l'extractivisme apparaissent tels des mécanismes centraux de cette mutation. L'actuelle région de l'Est du Cameroun, dont il sied mieux, dans le cadre historique jusqu'en 1951, de parler de Sud-Est en raison du rattachement d'une partie du Dja-et-Lobo et de sa pointe extrême (Boumba-et-Ngoko) axée Sud, sert de cadre géographique à cette étude. Le déploiement obsessionnel de l'extractivisme, dont la taxation et la prestation obligatoire sont des dérivées, y est fort observable entre 1900 et 1958. Cet espace-temps laisse voir des accélérations, suivant le cours des matières premières agricoles (1900-1940) et minières (dès 1934), qui dessinent les courbes de la préférence coloniale pour la forêt ou la savane. Je les analyse comme *la première et la seconde mise en valeur*. Ici, l'idée du développement s'entend de façon désémancipatrice et déshumanisante (Tonda 2024). Désémancipatrice par la déconsidération de l'humain vu uniquement comme corps-productif (Bah 1974 ; Ango Mengue 1982 ; Batéranzigo 1993 ; Zouya-Mimbang 2013). Déshumanisante par le fait que cette *mise en valeur* essentialisante, conçoit les populations comme des unités statistiques, inertes, incapables de réflexion, des instruments de rentabilité (TA 62 1901 ; TA 46 1906 ; JOC 1923 : 6).

La posture réflexive qui guide ce travail convoque la théorie post-marxiste du spectre ou du fantôme de Jacques Derrida (1993). Épistémologiquement, le spectre-fantomatique décline les diverses formes de colonialités qui transforment des êtres en subalternes, outils de production et corps-productifs de la matière première, de la valeur. Chronologiquement, le spectre-fantomatique expose l'enchaînement de ces « présents modalisés : présent passé, présent actuel "maintenant", présent futur », perceptible dans les formes de l'orientation et de la vie économique coloniale encore prégnantes via des toponymes, l'architecture et des ouvrages d'art. Ce qui rend possible le renversement de perspective auquel je me livre dans ce papier et contribue à inscrire mon ethnographie dans un régime d'historicité présentiste (Hartog 2003). Cette ethnographie de la valeur cible les villes de Bertoua, Bétaré-Oya, Ngoura, Batouri, *etc.*, milieux qui

abritent les ethnies *gbaya*, *kaka*, *maka*, *képéré*, *bobilis*, *pol* etc., enquêtées entre 2013 et 2023. Les entretiens (05) menés avec des informateurs âgés de 65 à 80 ans et ayant vécu au moins 30 ans dans la région fournissent un matériau complémentaire et critique qui croise les récits des traductions allemandes (TA), des rapports annuels (RA) et des archives politiques et administratives nationales, régionales ou locales. Finalement, le texte se subdivise en deux parties, à savoir : dire la valeur : une histoire des présents modalisés et dévolution préférentielle et crise démographique.

1. Dire la valeur : une histoire des présents modalisés

« Les morts ne sont pas morts ». Cet aphorisme dispose que la mort est une prolongation invisible de l'existence humaine impénétrable par la matière vivante. Cette métaphysique africaine est similaire au spectre de Jacques Derrida, qui rapporte l'absence-présence du marxisme après la chute du mur de Berlin alors que le triomphalisme ultralibéral déclarait sa mort en 1993. Une conception que Derrida juge naïve et aveugle. Naïve et aveugle parce que, comme un fantôme, dont l'existence surpasse l'imaginaire de la croyance en son existence, la structuration du monde héritée du duel libéralisme/marxisme, ne serait-ce que sur les plans mémoriels et discursifs, s'est maintenue, même si elle n'était plus nécessairement vue, connue et perçue comme telle. C'est à cela que renvoie la notion des présents modalisés ici. Elle réfère à des dispositifs de puissance qui rentrent dans la quotidienneté des générations sans être pensés comme tels, de manière tout à fait dérobée, voilée et ordinaire. Ils se matérialisent dans la poétique contemporaine de la *mise en valeur* ainsi que dans les relations étroites entre le réseau routier actuel et la pacification d'hier.

1.1. Poétique contemporaine de *la mise en valeur* et *mémoire spatiale*

Au courant du mois d'août 2023, j'effectue un séjour de recherche à Bertoua. La capitale régionale de l'Est connaît une phase de renaissance urbaine grâce au financement du *Programme C2D capitales régionales* conclu entre le ministère de l'Habitat et du Développement urbain et l'Agence française de développement en 2016. Du Sud au Nord, des vestiges de la colonisation se dressent fièrement. Qu'il s'agisse de l'immeuble des services du gouverneur de la région, de la légion de gendarmerie, des plants d'hévéa de Yadémé ou de quelques bâtisses du gîte d'étape devenu le lycée bilingue en 1970, le plus grand et le plus ancien de la ville. La route qui rejoint la République centrafricaine reste, elle aussi, figée dans son périmètre colonial, comme au moment de sa construction entre 1928 et 1934 (Rapport annuel [RA] 1927 : 4 ; Journal officiel du Cameroun [JOC] 1927 : 599-600). Seules les constructions de briques de terre cuite rouge avec leurs toits de tuiles qui offraient un cachet pittoresque à la ville ont disparu depuis 2019. C'étaient les survivances du premier marché de la ville spécialisé dans le négoce de l'ivoire et du caoutchouc, bâti en 1903 après l'expédition punitive et revancharde de Von Stein contre les *Gbaya* (TA 35 1903). C'est aussi à cette date que *Gaïmona* devint Bertoua (*Ibid.*) La toponymie et l'architecture sont donc des indicateurs de la vie sociale et des dispositifs du pouvoir colonial.

Contrairement à une certaine opinion (*entretien* Ngové Ngari 2013) et une littérature (Ango Mengue 1982 ; Kogni 1986 ; Batéranzigo 1993 ; Sinang 2018), la ville de Bertoua doit son nom moins à la renommée du chef *Mbartua* des *Gbaya* qu'à une manie allemande. Celle d'user de métonymies qui indifférencient anthroponymes, toponymes et ethnonymes. Ce procédé courant de la colonisation allemande n'est spécifique ni à Bertoua ni aux espaces qui ont été traversés par des résistances farouches, encore moins à un retour d'ascenseur à des *collaborationnistes*. Sans minorer l'influence qu'elles ont pu avoir, la mécanique relève simplement de l'imagination coloniale.

C'est un autre élément de la colonialité du pouvoir qui établit qu'à l'issue de chaque expédition victorieuse, les vaincus sont enfermés dans des appellations qui réfèrent plus ou moins à leur identité. Il s'agit d'un pendant de la violence épistémique. Celui qu'Achille Mbembe (2020) appelle la violence instituante et fondatrice du droit colonial. Son pouvoir fondateur réside dans le fait qu'elle crée dans un premier temps ce sur quoi elle règne, ensuite elle est la seule à légiférer, administrer, à s'apprécier ou s'amender sans solliciter aucun autre concours (Mbembe 2020 : 76). Ainsi, cette violence institua les appellations Nanga Eboko qui est une déformation du patronyme du chef Nanga Nko'o pour parler des *Yekaba* et *Yebekanga* ainsi que leur milieu de vie, *Simekoa* ou *Semikore* [Simeko'o] pour les *Yezoum* et Lembe-Yezoum, *Bengalong* ou *Ngolog* [Beng Nyalong] chez les *Bobilis*, *Batoure* chez les *Kaka*, *Ngute* et *Nguila* pour les *Vute*, etc. (TA 62 1901 ; TA 105 1903 ; TA 107 1903 ; TA 110 1903 ; TA 46 1906). Il est certes vrai que beaucoup de ces appellations ne se sont pas inscrites durablement dans la mémoire des espaces. Ce qui renforce la tendance à croire que l'attribution d'un patronyme à un milieu est essentiellement due aux facteurs comme la hardiesse de la résistance, la bravoure ou l'intelligence collaborationniste en des circonstances de la rencontre avec cet autre. Cette manie procède de ce que j'appelle plutôt une anthropologie du déplacement¹.

C'est la course au caoutchouc et à l'ivoire qui provoque la ruée des Allemands vers l'*hinterland* et, de ce fait, la pénétration dans le Sud-Est.

¹ J'entends par anthropologie du déplacement, une projection imagée et imaginaire, une conception métaphorique et métonymique qui influe sur l'image, la représentation et la relation à soi d'un groupe dont l'origine est exogène, endogène ou une compilation des deux. Les renégats européens qui inventent le trade-unionisme sur un modèle racial pour se distinguer des ouvriers noirs privés de tout droit en Afrique du Sud offrent un exemple de ce type de déplacement. Tout comme, les multiples créations ethnonymiques ou toponymiques auxquels réfèrent les peuples, leurs voisinages pour se subjectiver et, que, les administrateurs coloniaux formalisent pour forger des identifications illustrent ce déplacement anthropologique. Le jeu des identifications est une autre de ses formes.

Elle part d'une rumeur qui se répand sur la côte vers 1887 rapportant ses fabuleuses richesses ainsi que l'intérêt qu'en ont les Français (TA 84 1904 ; Etoga 1974 : 174-178). C'est ce qui met en mouvement l'expédition de Richard Kund et Hans Tappenbeck qui partent de Batanga et empruntent la voie de Yaoundé en 1887. L'imaginaire allemand se focalise, d'emblée, sur le Nord dont l'écho de la splendeur et du rayonnement des lamidats surpasse les limites septentrionales et crée une insécurité redoutée par les autres peuples. Mais cette obnubilation est de courte durée. En effet, au cours du périple de Curt Von Morgen (1982 : 304) vers Tibati, des horizons nouveaux élargissent le champ des possibilités, lorsqu'il découvre, au confluent de la Sanaga et du Djérem, Woutchaba en pays *Képéré* le 20 octobre 1890. Ce terroir au carrefour de plusieurs destinations pédestres et fluviales entre le Centre, l'Adamaoua et l'Est, diversifie les champs d'action. L'effet immédiat de cette découverte est de nuancer l'obsession septentrionale et de susciter une nouvelle intrigue : défier les immenses forêts de l'autre rive de la Sanaga au sud-est de Yoko. Woutchaba est une localité habitée par des chasseurs *Képéré* islamisés depuis 1850, qui possèdent de magnifiques arbres à caoutchouc et des éléphants aux défenses énormes dans un infini décor luxuriant. Vute et Peuls s'y approvisionnent d'ailleurs (*Ibid.*) Morgen y voit des opportunités dont il fait part avec beaucoup d'enthousiasme dans les milieux colonialistes, si bien qu'il parraine conformément à la coutume impériale, la candidature de jeunes officiers comme Hans Dominik pour la réalisation de la grande traversée vers l'inconnu (*Ibid.*) Ses récits sont inspirateurs et alimentent les ferveurs conquérantes de militaires et de commerçants avides d'exploits et de lucres. Lesquels, par la voie du Centre (Nanga Eboko, Yoko, Ayos), du Sud (Kribi et Lolodorf) ou par le fleuve Congo à l'extrême sud-est (Moloundou) s'activent à percer ce mystère dès 1895.

Cette entreprise connaît deux trajectoires : la première entre 1891 et 1901, est moins vorace. Ses timoniers sont : Von Stetten en 1895, Plehn en 1897, Staadt en 1898, Radtre et Von Schimmelpfennig en 1901, etc. (Nana Komey *snld*). C'est dans cette phase que *Gaïmona* se découvre une première fois aux Allemands en 1894 (Burnham 1995). Puis vient la seconde, celle de l'exploitation militaro-commerciale qui débute par

la concession d'un vaste ensemble à la *Gesellschaft Sud-Kamerun* dès 1900. Dans cette étape les commerçants sont les plus actifs et ils s'affirment très pragmatiques en instrumentalisant à la fois les guerres locales, les connaissances endogènes des forêts et la force publique coloniale. L'attitude nocive ou le comportement d'acteurs économiques de ces commerçants perturbe gravement l'harmonie des écosystèmes forestiers, fauniques et humains. Ils incitent les locaux à la destruction sauvage des forêts et de la faune pour maximiser les quantités de caoutchouc et d'ivoire à prélever. Lorsque ces derniers s'en offusquent et pillent les factories, ces commerçants financent des expéditions punitives et des raids, notamment dans les pays *Njem* et *Ndzimou* entre 1901 et 1904 (TA 80 1904 ; TA 92 1904). Les ordres de service des commerçants adressés aux militaires visaient prioritairement la protection des énormes quantités de produits déposés çà et là dans diverses contrées du Dja, dans la région située entre Lomié et Sokamalam. En 1904, Scheunemann comptabilise dans les dépôts de la *GSK*, en dépit des pertes, des marchandises d'une valeur de 30 000 marks à Kul, 40.000 à Bessam, 5 000 à Assobam et 11 000 à Lomié (TA 80 1904). Il affirme encore qu'il avait sauvé à Lomié 570 kg de caoutchouc, 80 d'ivoire et qu'il en manquait pour environ 10 000 marks (*Ibid.*) À Bidjum-Bidja l'intervention de l'expédition avait pu réduire les pertes à 9 000 marks et objectait la sauvegarde d'un capital de 100 000 marks (*Ibid.*). À la suite de leur défaite, les *Ndzimous* devaient s'occuper des frais de 4 000 marks pour le transfert des marchandises du Haut-Dja à Molundu, et les *Njem* devaient fournir des porteurs en nombre suffisant comme tribut de guerre pour transporter à Molundu les « énormes quantités de caoutchouc et d'ivoire accumulées depuis novembre 1903 » (*Ibid.*) Il s'agit de 2 200 kg d'ivoire que 50 porteurs et travailleurs de force trainés depuis Lomié devaient déplacer de Molundu à Kribi (*Ibid.*).

Cette étape inaugure aussi l'internationalisation de la région. Car la *GSK* ouvre son capital à des actionnaires dont des Belges et des Néerlandais (TA 46 1906). L'internationalisation accentue les mobilités d'une main-d'œuvre diversifiée de Camerounais, Nigériens, Togolais,

Ghanéens, Sierra-Léonais, *etc.* qui, bientôt, se désolidarisent pour faire concurrence aux Allemands dans cet immense domaine (*Ibid.*) La vocation capitaliste des espaces du Sud-est résulte donc d'une équation probabiliste qui, par effet pulsionnel, compulsif, concurrentiel et mercantiliste, nourrit de grandes prétentions.

C'est durant cette temporalité qu'est créé le site que la langue *gbaya* désigne par *Tindamba*. Ce toponyme est un présent modalisé qui décline la mémoire sociale vivante d'un espace forgé par la traite du caoutchouc. Quartier localisé dans la commune de Bertoua II, *Tindamba* est une traduction vernacularisée des connexions introduites par la colonisation entre microhistoire et histoire globale. Celle de la production du caoutchouc par des populations brisées par le travail forcé et insérées malgré elles dans les circuits inégalitaires et paupérisateurs de l'industrie capitaliste. Le capitalisme industriel, après l'Amérique dite latine, les Antilles et les côtes africaines invisibilisées et martyrisées par l'esclavage, faisait des habitants de *Tindamba*, des pénombres, des corps-fantômes et des spectres-fantomatiques de la pneumatique (Derrida 1993 : 15-18). *Tindamba* connaît un anoblissement, voire une gentrification aujourd'hui du fait de la promotion d'une élite locale, de la mixité sociale, de la pression démographique qui accentue la course au foncier dans la ville de Bertoua. Mais, jusqu'à une époque récente, le quartier était moqué pour ses cases traditionnelles (*poto-poto* et toits de chaume) habitations caractéristiques des autochtones *gbaya*. Les transformations de la société de la valeur, ont donc fait de ces *Gbaya* des êtres périphériques de la modernité. Le vocable *Tindamba* se compose du préfixe *Ti* qui est localisateur et de la racine *ndamba*, indicatrice de ce qui est localisé. *Ndamba* désigne à la fois l'arbre, l'hévéa, le latex et le caoutchouc. Ce *Ndamba* est aussi, en langue *gbaya* comme dans d'autres langues camerounaises, un terme qui réfère au sport-divertissement populaire sous l'anglicisme football. *Ndamba* est également le pneu par une analogie morpho-stylistique avec les ballons de caoutchouc que l'on roulait (*entretien* Bana 2020). À travers ce vocable, apparaît en filigrane l'idée d'efforts physiques, de chaîne de valeur au regard des différentes significations qu'il charrie, définissant l'itinéraire allant du

lieu de production de la matière brute à des finalités. Le terme par sa diversité de sens réfère implicitement au dépassement et à la dépossession de soi, aux traitements du corps dans le processus de la valeur. Le corps est ainsi représenté dans la poétique locale comme l'outil central de production de la valeur fiscale, marchande, financière ou fiduciaire.

Ce mot plonge donc dans une histoire des relations de pouvoir inégalitaires, celle de la colonisation et du capitalisme marchand. Le témoignage de Bana Simplicie (*entretien* 2020) recueilli auprès des vieillards *gbaya* fait de *Tindamba* un lieu de dures servitudes. C'est aussi ce que soutient Léonidas Batéranzigo (1993 : 132) qui montre qu'entre 1911 et 1913, les populations du district de Doumé exportaient 8 450 099 kg de caoutchouc pour une valeur numéraire de 34 641 177 marks. Dès 1908, la taxe de capitation augmenta à six marks pour atteindre treize marks en 1913 (*Ibid.*) Sur les évolutions collectives de la fiscalité, le district de Doumé paie au titre de la capitation 360 000 marks, d'impôt sur les traitants 225 000 marks et 60 000 marks d'impôt judiciaire (*Ibid.*) Lucie Zouya Mimbang (2013 : 132) affirme que la plus petite quantité que chaque individu devait fournir annuellement pour le fonctionnement de l'économie de son district ou de sa subdivision était de 45 kg. Le Caoutchouc, l'ivoire et l'argent sont aussi interchangeables dans les forêts tel que le confirme un arrêté du 10 décembre 1916, quand l'administration française fixe le taux de l'impôt de capitation à 10 francs.

La problématique de la valeur conduit à prendre à compte deux imperiums intrinsèquement liés : la main-d'œuvre et l'infrastructure routière. L'histoire des routes comme dispositifs de pouvoir met en relief l'intimité entre expéditions et regroupements ethnographiques. Lesquels sont en dernier ressort, des espaces d'immobilisation et de réclusion (Foucault 1975 : 46). Ces dispositifs de pouvoir transparaissent dans le langage militaire utilisé pour relater ces formes de contacts infériorisants : *expéditions punitives* ou *raids* de même que dans les nombreuses révoltes qui s'échelonnent à travers les régimes de pouvoir. C'est donc, comme le pense Olivier Le Cour Grandmaison (2005), le règne de l'exception permanente.

1.2. Réseaux routiers et pacification

Commencer cette histoire par sa fin est utile pour mieux en saisir les ressorts (Lachenal, 2014). En 1958, un sommier des routes et des chemins vicinaux des unités administratives du Sud-est est établi. Le tableau 1 ci-après est l'une de ses déclinaisons.

Tableau 1 : Routes et chemins vicinaux de la subdivision de Bertoua

Indicatif	Origine et destination	Km	Années
RT. I	Nika-Bertoua-Nlané (Bertoua) vers Garoua-Boulaï, le Nord et l'Oubangui-Chari	160	Avant 1916
V.I.R.I.	Longtimbi-Boni (Bertoua vers Abong-Mbang)	14	idem
V.I.R.2	Mandjou-Bazzama (Bertoua vers Batouri et Bangui)	27	idem
V.0.BE1	Bertoua-Deng-Deng-Goyoum-Woutchaba vers Yoko	145	idem
V.0.BE2	Deng-Deng-Haman vers Bétaré-Oya	14	idem
V.0.SB3	Deng-Deng-Mbaki vers Ebaka	15	idem
V.0.BE4	Mambaya-Mbaki	6	idem
F/I.V.0.BE.5	Yoko Betougou-Ndemba II vers Ebaka	15	idem
P/I.V.0.BE.6	Diang-Aboumadjalé-Ndemba-Ebaka	60	idem
V.0.BE-7	Aboumadjalé-Masso-Essélégué-Ndoumba II- Ebaka Ebaka-Ndoumba II-Essélégué Aboumadjalé-Masso-Essélégué	50 85 25	idem
V.0.BE.8	Ndoumba II-Mbinang (limite Nanga Eboko) vers Mbargué et Nanga Eboko	10	idem
P/3.V.0.BE.9	Ebaka-Pouté-Woutchaba	35	idem

Source : Archives départementales de la Kadey [ADK] 1857/RLK, 10 juillet 1958.

Le tableau répertorie les routes de la subdivision de Bertoua et matérialise qu'elles datent toutes d'avant 1916. La somme du kilométrage de routes construites dans ce qui était encore la station militaire de Bertoua équivaut à 661 km. En 1901, trois grands bassins de production du caoutchouc et d'ivoire sont identifiés dans le Sud-est : la région de Deng-Deng à Bertoua (cf. tableau 1), la région de la Kadey à la Boumbé (Ndélé à Yokadouma) et la zone de Yokadouma-Moloundou (JOC 1922 : 44 ; Nana Komey 2021 : 166-167). La création de ces routes est un impératif pour relier les bassins à la station Sangha-Ngoko érigée en 1899. De l'avis de Scheunemann (TA 83 1904), les périphéries doivent converger vers un centre qui est Bertoua. Les portes d'accès à celui-ci sont : côté sud-

ouest à partir de la rive gauche de la Sanaga : Woutchaba, côté ouest à partir de Nanga Eboko : Deng-Deng, côté est à partir du fleuve Ngoko : Moloundou, côté nord-est : à partir de Kribi et Lolodorf : le corridor Lomié-Yokadouma. Débute dès lors les premiers raids et expéditions qui ont pour buts : d'inventorier la faune et la flore, tracer des itinéraires, établir une cartographie complète des atouts et des hommes, soumettre les populations et les assembler en agglomérations pour les factoreries ainsi que de fonder des stations, districts et postes d'administration.

Les routes du côté sud-ouest et ouest, dont le tableau 1 est une représentation, sont établies entre 1901 et 1911. Elles butent sur deux révoltes majeures, celle des *Maka* dit *du Nord*, les *Bok-Biep* entre 1906 et 1911, puis celle des *Belle* entre 1907 et 1911 (ANY/FA1/367). Ces mouvements insurrectionnels, qui se localisent entre Deng-Deng et Bonis, s'alimentent des querelles interethniques entre *Nanga Eboko*, *Bobilis* et *Bok Biep* (TA 46 1906). Puis, la liaison Bertoua-Batouri riveraine du fleuve Kadey s'ouvre en 1903. Les expéditions à l'origine de ces travaux sont celles de Von Stein, Radtre et Von Schimmelpfennig en 1901, Raume 1906-07, Von Oertzen et Von Heigelen en 1907, Schlieff et Dominik en 1909, Peter en 1910, Kirchhoff et Muller en 1911 (ANY FA1/141). Quant aux routes qui partent de la station Sangha-Ngoko pour Bertoua, sur les alignements du Dja et de la Kadey, elles s'effectuent entre 1901 et 1905. L'expédition de Von Stein partant de Kribi pour Lomié, puis Yokadouma sonne l'abordage (TA 92 1901). Au courant d'une tournée en pays *Ndzimou*, Von Stein fait construire l'axe station Sangha-Ngoko, Ndagga, Pouge, Gillili, Djembe à la frontière avec le pays *Bomome* (*Ibid.*) Synthétiquement il s'agit de la route actuelle entre Moloundou et Yokadouma. Preuss et Plehn prolongent cet itinéraire jusqu'à Bertoua en 1903 (TA 83 1903). Dans les projections de Preuss, « la liaison avec Bertoua doit prendre une grande importance pour le commerce » (*Ibid.*). Scheunemann, en 1904, schématise ces interconnexions tel qu'il suit : du Nord au Sud : route Bertoua, Sebulelome, Bidjum, Kul, Matuli, qui côtoie les prin-

cipales pistes, les fleuves, les rivières jusqu'au poste douanier de Molundu ; d'Ouest en Est : route Kribi (Longji), Lolodorf, Ngulmakong, Poste militaire Temo. Ensuite, Confluent du Lobo (boucle Ouest du Dja), Assobam, Yokadouma, et vers le Sud-est, la route principale qui conduit vers Bidjum, Bessam, Ngato vers Molundu, vers le Nord-Ouest, elle rejoint les routes commerciales sur le Nyong (TA 84 1904).

Après les périphéries, viennent, entre 1906 et 1912, les voies centrales. Leurs bissectrices sont les fleuves Nyong, Doumé et Kadey pour raccorder les pays *Yebekolo*, *Njem*, *Badjoué*, *Bagandou*, *Bomome* et *Ndzimou*. Leurs constructions se heurtent aux outrances des *Maka*, *Omvang*, *Sikonda*, *Kaka*, *Ndzimou* et *Bakoum* (ANY FA 1/92). Cette étape est menée à partir des stations de Bertoua, Akonolinga, Nanga Eboko et Yaoundé par Dominik, Von Stein, Schlosser, Mühling, Liebert (ANY FA 4/792 ; TA 46 1906/1907). Dominik décrit ce réseau et ses ramifications ainsi qu'il suit :

Jusqu'à présent la route commerciale dans le district de Bertoua-Béri passait de Yaoundé par Nanga-Eboko avec deux traversées de la Sanga à Deng-Deng, parce que les routes directes vers l'Est s'arrêtaient à Bengalong et Schimekoa, bloquées par les Maka de Betugge. L'expédition Nord-Maka a, ici, aussi, ouvert de nouvelles voies au développement et Nanga-Eboko sera désormais déchargée considérablement. La route la plus proche vers l'est est la nouvelle route passant par le pays Yebekolle et Omwang à Doumé que j'ai emprunté. La plus septentrionale conduit par Lembe-Simenkoa, Semini, Oundi, Malaman, poste de Betugge Nsana. Cependant l'artère principale deviendra davantage encore le Nyong et, avec lui, le Doumé (ANY FA 1/92).

Seuls deux itinéraires sont construits dans l'entre-deux-guerres. Il s'agit des routes de l'AEF (actuelle route Bertoua-Garoua-Boulaï-Bouar) avec un embranchement vers le Nord entre 1928 et 1934 et puis Longtimbi-Abong-Mbang sur le bief navigable du Nyong. La première achoppe sur la révolte de *Karnou* entre 1927 et 1935, alors que la seconde fait une fois encore face au dédain des *Bobilis*, *Bamvélé* et *Maka* (Nana Komey 2021 : 90-125).

L'on remarque que l'environnement atypique du Sud-est, les insurrections et la Grande Guerre influencent considérablement entre 1900 et 1940, la mise en place du réseau routier de *la première mise en valeur*. En effet, la construction des voies de communication est émaillée de conflits de bout en bout, d'une manière longitudinale, aussi bien durant le protectorat que le mandat, entre 1900 et 1935.

Il faut noter que, dans la typologie administrative allemande, les dix-neuf unités du Sud-est sont d'essence militaire (Salamatou 2021 : 336). La lecture des rapports y relatifs dégage deux particularités : un vocabulaire cumulatif militaire et ethnicisé. L'on a : *expéditions contre les Maka, Kaka, Kunabembe, Baya, Njem et Ndzimou et Belle*, etc. Très peu de rapports s'intitulent de façon plus ou moins neutre (TA 62 ; 84 ; 105 ; 109 ; 110 ; 111). En plus de l'orientation militariste et commerciale, il transparaît une vocation ethno-identitaire. C'est sur ce dispositif que je m'appesantis ici. Dès 1903, fort de son expérience dans la Haute Sangha, Thieny suggère aux chefs des districts, stations et postes, la création systématique des agglomérations à la fin des expéditions. En effet, alors que les commerçants financent les expéditions, la force publique les opérationnalise. Ce qui fait que la fin de chacune d'elle est conditionnée par des exigences en indemnités chiffrées en main-d'œuvre, caoutchouc, ivoire et toutes sortes de vivres (TA 46 1906-1911). Ces expéditions pillent également des biens culturels et des dépouilles au bénéfice de la science colonialiste afin que celle-ci rentre dans la mouvance de la concurrence ethnologique et médicale entretenue avec la Grande-Bretagne et la France (Meyer et Savoy, 2023). La création de ses agglomérations conduit à un refaçonnage utilitariste du paysage socio-humain. Cette pulsion du refaçonnage procède de ce que Gilles Deleuze et Félix Guattari (1973 : 10-15) appellent l'inconscient machine et schizoanalytique du capitalisme. Son obsession productiviste et maximaliste amalgame l'homme comme production de la nature et la nature comme production de l'homme (*Ibid.*).

Les regroupements sont des sortes de repositionnements et redistributions identitaires. Côté sud-ouest et ouest on a : *Vute-Serrebum-Képéré*

qui regroupe *Vute*, *Njanti*, *Baveuk*, *Mbum*, *Pere* et *Gbete de Woutchaba* ; *Belle* assimilant *Bamvélé* et *Bobilis* ; *Képéré de Deng-Deng* rassemblant les minorités numériques *Gbete*, *Mbaki*, *Sakoudi*, *Santando*, *Mbambo*, *Kouri* et *Vana* (TA 62 1901 ; Mohammadou 1999 : 90-91). Il y a également le regroupement *Pol* mêlant *Pol* et *Mbethen*. La cartographie identitaire établie entre 1890 et 1901 mute après la Grande Guerre lorsque les cantons sont créés. Le regroupement *Belle* disparaît en 1915-18 aux profits du canton *Bamvélé-Bobilis* qui lui-même se transforme en cantons *Bamvélé* et *Bobilis* en 1918-19 (Nana Komey 2021 : 102). Dans la ligne centripète Bertoua-Batouri aux limites de Yokadouma, deux métagroupes sont créés entre 1901 et 1918, les *Gbaya* et les *Kaka*, qui se pluralisent en de nombreuses dérivations de mêmes souches entre 1918 et 1954 (Batéranzigo 1993 : 36-53, 377). Sur le linéaire entre le Nyong et la Doumé, ce sont les *Maka* qui ont le primat (TA 46 1906-1910). Du côté du Dja, ce sont les *Njem* et *Ndzimous* que l'on retrouve aussi dans la Sangha-Ngoko à côté des grands regroupements *Kunabembe*, *Bagandous* *Bomome*, *Mbimous* (TA 92 1904). Mais, les *Baka*, *Bagyelli*, *Bedzan* et *Bakola* du Haut-Nyong, du Dja et de la Boumba-et-Ngoko sont plus conséquemment affublés par des pratiques de marginalisation identitaire où les appellations comme *Négrilles* et plus encore *Pygmées* servent à les isoler des autres peuples que ces derniers appellent les Bantous (JOC 1923 : 6). L'histoire coloniale les transforme en peuples résiduels à cause de leur mode de vie et de leurs morphologies singulières dans le processus de la création des grands ensembles humains *bantou*, *fang*, *pygmée*, *soudanais*, *soudano-bantous*, *semi-bantou*, etc. Cette action exacerbe leur exclusion du processus d'une modernité coloniale puis étatique toujours plus schizophrénique. La dynamique des routes dans *la première mise en valeur*, bien plus que les interconnexions économiques et commerciales évoluent, et parfois, structure la pacification. Les routes sont donc des dispositifs du pouvoir colonial qui s'affirment avec, par et dans la conquête. Cette histoire est aussi celle des déplacements identitaires et des relocalisations-délocalisations, des césures dans la représentation que les peuples ont désormais de leurs subjectivités. Qu'en est-il donc des dispositifs de la *seconde mise en valeur* ?

2. Dévolution préférentielle et crise démographique

L'histoire de *la mise en valeur* dans le Sud-Est dessine des accélérations d'une économie des matières premières agricoles et fauniques (caoutchouc et ivoire) dont les dévaluations répétitives entre 1921 et 1940 entraînent le glissement de privilèges vers l'or. La région la plus affectée est le Lom-et-Kadéï qui, entre 1939 et 1951, en raison de la suppression de la région Boumba-et-Ngoko a une superficie de 95 000 km² sur les 134 900 km² que compte le Sud-Est (Archives Nations unies 1949). Ce glissement donne lieu à *la seconde mise en valeur* qui se caractérise par la pression sur les sous-sols, de déplacements forcés et d'une grave crise démographique dans un climat d'exception trypanique qui dure depuis 1908.

2.1. Le glissement préférentiel

Le glissement préférentiel s'observe dans la période 1934-1940. C'est le résultat de la crise de surproduction occasionnée par la surabondance des caoutchoucs d'Asie du Sud-Est sur le marché mondial à partir des années 1920. Le marasme du monde colonial s'accroît davantage avec la crise économique de 1929 (Service des douanes [SD] 1945 : 15). L'instabilité des marchés affole les milieux des planteurs, des porteurs et des exportateurs du caoutchouc (*Ibid.*). Si la Chambre de commerce, une organisation créée en 1928 a, tant bien que mal, maintenu la productivité entre 954,150 t et 790,194 t entre 1929 et 1937, une décennie plus tard c'est la dégringolade (RA 1929 : 64-67). Le tableau 2 ci-dessous illustre cette descente aux enfers dans les quatrièmes trimestres des années 1938 et 1939.

Tableau 2 : Situation comparative des récoltes de caoutchouc aux derniers trimestres des années 1938 et 1939

Mois	Batouri		Bertoua		Total	
	1938	1939	1938	1939	1938	1939
Octobre	22 639	8 240	6 356	665	29 496	8 905
Novembre	59 834	17 128	20 650	880	30 434	18 028
Décembre	147 535	125 459	35 843	30 583	183 384	156 102
	222 861	150 337	63 355	32 128	243 314	183 035

Source : (ANY/APA 10. 801/K-RLK 1939).

À la lecture du tableau 2, on est loin d'avoisiner les chiffres des décennies précédentes. Les tonnages de la région sont six fois moins importants que ceux édictés ci-dessous. La chute des prix de la tonne de latex est aussi vertigineuse. Elle est passée en quelques mois de 9 000 francs à 3 750 francs sur la place de Douala (*ibid.*) Si bien qu'en 1940, le chef de la région Lom-et-Kadéi exprime son désarroi de la sorte :

La région forestière était autrefois la zone la plus riche. Elle produisait le caoutchouc, le principal objet des transactions commerciales [...] Les transactions sur le caoutchouc ont peu à peu complètement cessé. Il était acheté, bon an, mal an par les maisons de commerce 650 tonnes de caoutchouc représentant une valeur de 1 625 000 francs - comment compenser le déficit laisser par la cessation de ce commerce ? (ANY/APA 10.422/B-RLK 1940).

Même les cultures au départ complémentaires à savoir : café, huile de palme, tabac et cacao qui se disséminent entre 1928 et 1958, ne procurent pas beaucoup d'assurance parce qu'elles subissent aussi des fluctuations (JOC 1930 : 63).

C'est donc dans cet environnement morose que les prospections minières arrêtées au déclenchement de la Grande Guerre sont reprises en 1928. Un service des mines est créé la même année pour encadrer le secteur. Le premier permis d'exploration est décerné à Schuller en 1932 (RA 1935 : 87). L'activité commence dans la zone géologique du Lom à Garoua-Boulai et dans les marais boueux du centre de la subdivision

de Bétaré-Oya, que le langage *gbaya* identifie par le graphème *kpawara*, en 1934 (*entretiens* Mballa Jacqueline, Adamou Justin, Oumarou Gilbert, 2019). Entre 1932 et 1938, 1 097 permis de recherche sont sollicités (RA 1936 : 78 ; 1937 : 78 ; 1938 : 76). Le nombre d'exploitants individuels et de compagnies explosent aussi : 10 en 1934-36, 16 en 1948 (Nana Komey 2021 : 198-204). Des chiffres globaux indiquent que, sur les trois premières années de l'exploitation (1935-1937), l'on a extrait 845,65 kg d'or (RA 1935 : 78). Le tableau 3 suivant compile des données sur les principaux exploitants, la productivité et les rentrées financières de chacun entre 1932 et 1948.

Tableau 3 : Acteurs et quantités d'or produites entre 1936 et 1948

Exploitations minières	Production totale depuis le début de l'exploitation jusqu'à la fin 1948		
	Année(s)	Quantités (kg)	Valeurs en Francs
C.E.M.	1936 à 1947	1 339,868	50.323.000
E.M.D.E.M.	1939 à 1947	1 261,499	46.612.000
C.M.A.	1938 à 1945	228,922	9.754.000
Société Tricoud-Loretan	1936 à 1946	205,907	7.432.000
C.M.O.O.	1937	1 143,876	63.314.000
Société de recherches aurifères au Cameroun (S.R.A.C.)	1940	131,018	8.984.200
Société minière de Bétaré-Oya (S.M.B.O.)	1948	46,850	9.370.000
Compagnie Minière de Bétaré-Oya (C.M.B.O.)	1935	668,154	31.626.700
Société minière du Lom-et-Kadéi (S.M.L.K.)	1941	207,605	12.607.000
E. Fischer	1936	428,886	26.477.800
L. Schuller	1932	393,142	25.700.600
J. Pilloud	1941	50,819	2.902.200
M. Tricoud	1942	88,430	5.430.600
P. Schmitt	1942	5,565	758 600
R. Loretan	1943	43,748	4.159.200
P.-M. Vidal	1945	7,863	472 000
Divers	-	163,139	14.742.400
-	-	6 653 700	318.673.300

Source : (RA 1949 : 169).

Sur la dizaine d'années prise en compte par le tableau, il ressort que 6,653 t d'or ont généré une valeur numéraire de 318 673 300 F. Dans les détails, les données énumèrent que la Compagnie équatoriale minière (CEM) [1936-47] extrait 1 339,868 kg et gagne 50 323 000 francs. L'exploitation minière Dard et Merlin en 1939-47 génère 1 261,499 kg pour 46 612 000 francs, la Compagnie minière d'Afrique sur la période 1938-45 produit 228,922 kg pour 9 754 000 francs ; la Société Tricoud et Loretan en 1936-46 : 205,907 kg pour 7 432 000 F ; la Société de recherches aurifères au Cameroun en 1940 encaisse 131,018 kg pour 8 984 200 F. La Société minière de Bétaré-Oya en 1948 présente un bilan de 46,850 kg pour 9 370 000 F, la Compagnie Minière de Bétaré-Oya en 1935 : 668,154 kg équivalant à 31 626 700 F et la Société minière du Lom-et-Kadéi en 1941 : 207,605 kg pour 12 607 000 F.

Les exploitants individuels sont, pour la plupart, des opérateurs du caoutchouc reconvertis dans les nouvelles filières (or, caoutchouc, café, tabac, oléagineux). Certains, comme André Gerberon, Henri Saubate, Schuller, etc., n'avaient pas totalement abandonné le caoutchouc qu'ils continuèrent à exploiter dans le Haut-Nyong durant la guerre de 1939-45. Le nom d'un village de la commune de Doumé, *Goumbegeron*, déformation du patronyme Gerberon ainsi que ce site des anciennes plantations en sont des survivances. Sur la seule année 1932, Schuller a recueilli en valeur financière environ vingt-cinq fois plus que ce que procurait le caoutchouc aux finances locales. Car, ses chiffres de 1932, indiquent 393,142 kg pour un gain financier de 25 700 600 F. Contrairement à certains rapports qui fixent le début de l'exploitation à 1934. La non-concordance entre les données relève-t-elle d'un problème de compilation, de non-maîtrise de l'outil statistique, de traçabilité, de suivi, d'omission (in)volontaire ou d'une volonté de dissimulation du mandataire vis-à-vis des mandants aux pouvoirs de contrôle limité ? Pour avoir une idée plus claire, je renvoie aux travaux de Roser Cussó (2012) sur le système statistique international, qui manifestent les ruses utilisées par les mandataires pour contrecarrer cette innovation introduite et imposée par la Société des Nations dans l'administration des mandats dès 1922. La fiabilité de ces

données se situe, en conséquence, aux antipodes de la réalité. Les protestations ouvrières et syndicales sur les conditions de vie et de travail enregistrées à Bétaré-Oya entre 1932 et 1958 sont là pour le prouver (Kaptué 1986a : 169-170).

L'on remarque en observant le tableau 3 que la valeur perdue dans le caoutchouc est plus que contrebalancée dans le minerai d'or qui procure une assurance certaine aux investisseurs. Il se bonifie malgré les effets de la Guerre de 1939-45. Tandis que le caoutchouc, bien que sous le couvert d'accords d'achats préférentiels passés entre la France libre et la Grande-Bretagne, qui stabilisent sa valeur entre 1940 et 1951, dégringole de nouveau. Certains auteurs, comme Zouya Mimbang (2013), estiment qu'en 1952, l'épuisement des gisements miniers du Lom met fin à l'exploitation minière. Si cela est vrai pour le corridor du Lom à Garoua-Boulaï, la situation l'est moins pour la zone de Ngoura à Ketté qui, au contraire, s'affirme durant cette temporalité (Nana Komey 2021 : 205-215). C'est dans cette période que grandit la renommée du Camp Colomine, qui reste une place forte de l'exploitation minière. La localité Colomine a gardé l'abréviation de la Société coloniale des mines qui possédait ce domaine (*Ibid.*) En 1957, la vocation minière de Kambélé est engagée. Au 15 juillet 1957, à l'ouverture de ce gisement, on dénombre 1 135 mineurs qui produisent 60,561 kg pour une valeur de 10 598 315 F (ANY-RLK 1957). Les séquelles de cette exploitation sur l'environnement physique, en dehors des routes, des quartiers ethniques et des déplacements dont nous parlerons dans la suite, se conservent dans des noms de camps qui ont été substitués aux véritables appellations des localités qu'elles identifient désormais. Ce sont : Marie-Colobos, Loretan, Parny.

Comme durant *la première mise en valeur*, la problématique sociale et économique liée à l'or est tentaculaire. Elle progresse en intimité avec l'extractivisme sauvage, la création des routes, le portage, la spécialisation des villages dans la fourniture des denrées indigènes de grande consommation, comme le manioc et ses dérivées prisées par

les travailleurs (ANY 2AC7100 1953). C'est également pour les besoins nutritionnels en produits carnés que la vocation pastorale de Ndokayo, dont le climat et la végétation offraient des facilités d'adaptation aux bovins provenant de Ngaoundéré et de Meiganga, se dévoile à partir de 1947 (ADK APA C/125 1947). La CMOO, qui comptait 1 000 ouvriers en 1947, faisait convoier toutes les quinzaines des bœufs de 175 kg de l'Adamaoua qu'elle revendait au kilogramme ou à l'unité entre 2000 et 2 200 F (ADK APA C/242-R 1947). C'est l'ingénieur Quesnel de la Rosière qui fut le concepteur de ce système et qui y implanta les embryons du ranch actuel (*Ibid.*). Toutes ces zones, mêmes celles de Bétaré-Oya, déclarées essoufflées en 1952, sont encore actives. Le solde humain, environnemental et écologique de cette activité hier comme aujourd'hui est plus que problématique.

2.2. La crise démographique

La crise démographique est l'évolution spectrale de l'économie coloniale des matières premières. La temporalité mise en évidence ici est 1934-58. Car, des données quantifiables susceptibles de mener l'analyse y relative sont disponibles. Celle-ci aurait bien existé dans la première phase, mais la difficulté d'accès aux données chiffrées ainsi que la barrière linguistique avec l'allemand, et surtout l'écriture gothique, ne permettent pas de se prononcer avec certitude sur son déroulement. En dehors du facteur santé dû aux épidémies et endémies qui déciment les populations, tant les expéditions que les travaux forcés contribuent à la crise démographique. Les populations locales estiment d'ailleurs que l'endémicité des affections dites tropicales est le résultat immédiat de *la mise en valeur* (cf. Jamot, 1930 ; Wang Sonnè, 1983). Ceci est d'autant plus vrai que même le fait de créer de grandes agglomérations soit pour contrôler la population, soit pour capitaliser la main-d'œuvre prestataire ou pour les campagnes prophylactiques participe à la prolifération des maladies. Les migrations de travail qui priorisent les jeunes hommes accentuent l'inégale répartition de la population et un déséquilibre dans la répartition des genres qui influencent la pyramide

des âges et les évolutions démographiques. Je m'intéresse ici aux conséquences de l'accentuation des mobilités incontrôlées, à savoir : les exodes massifs, les dépeuplements, une natalité en baisse et une mortalité relativement élevée.

Entre 1924 et 1946, un arrêté sur la circulation est promulgué pour circonscrire l'évolution trypanique que les administrateurs coloniaux attribuent à la forte tendance au vagabondage des populations (JOC 1924 : 358, 432-433). Cet arrêté institue l'obligation de posséder un laissez-passer pour se mouvoir (*Ibid.*) Léon Kaptué (1986 b : 162-163) estime qu'il s'agissait plutôt d'une stratégie d'immobilisation de la main-d'œuvre et d'orientation des lieux d'immigration. Car dans les zones où l'on en a le plus besoin, elle fait défaut, comme dans le Sud-est, où la population est très clairsemée et bien peu nombreuse par rapport à son étendue (*Ibid.*) C'est donc un élément du contrôle social, une mesure de policisation de la vie sociale.

La *seconde mise en valeur* favorise des délocalisations de populations dès 1934. Les déguerpissements des sites aurifères entraînent la création des villages de colonisation situés en amont, sur la route de l'AEF, sur le tronçon actuel entre Ndokayo et Garoua-Boulai. Cette relocalisation obéit aux modalités de recrutement édictées en 1924 : le *recrutement libre* et le *recrutement contrôlé*. Il s'agit de mesures ordinaires de police coloniale, de réclusion et de discipline sociale qui visent à s'assurer dans l'urgence la force de travail (Foucault 1975 : 28-31). Il faut rappeler que, depuis la fin de la Grande Guerre l'une des hantises de l'administration est le contrôle des corps, un contrôle social indispensable à la taxation, la prophylaxie ou l'obligation de prestation individuelle (*Ibid.*) Cette surveillance existe parce que l'administration craignait une multiplication des évasions dans une forêt immense et mal maîtrisée, phénomène qu'elle qualifie de « *retour atavique aux pratiques de vagabondage* » (JOC 1921 : 78). Le tableau 4 ci-après décline les modalités du processus de délocalisation-relocalisation.

Tableau 4 : Villages délocalisés et relocalisés en vue du démarrage des activités aurifères à Bétaré-Oya

Noms des villages	Emplacement	Pont kilométrique	Population totale	Adultes	
				Hommes	Femmes
Gounté	Sur un plateau à 200 m de la rivière Belikesso	165	491	129	101
Dagnéné [Daïguéné]	Entre les ruisseaux Doumkan et Mokacous	250,5	883	230	231
Leta	Entre les sources de la rivière Danli	216,2	510	158	103
N'Doumba	Près de la source de la rivière Bédoumé, à 3 km de la forêt de Yangamo	211	162	49	13
Mbomba	Près du ruisseau Mendibo	194,5	227	63	52
Guiwa	Source du Mimbo, plateau, 1 km de largeur	186,5	464	147	142
Bambouti	Plateau à 250 m de la rivière Sala, forêt à 1 km	171,5	483	145	121
Lané	Plateau à 500 m au nord de la rivière Bongola	169	87	30	27
			3 307	951	823

Source : (RA 1934 :89).

Il ressort du tableau 4 que les villages de colonisation sont créés en amont des sites d'exploitation entre les bornes kilométriques 165 et 250,5. Il faut rappeler que l'or de la région est de type alluvionnaire et qu'il est localisable dans les meilleurs cas, dans les rivières et les ruisseaux. Ce sont donc sept villages dans lesquels 3 307 individus sont recensés qui subissent des déplacements non consentis. Cette main-d'œuvre potentielle est mixte et se compose de 951 hommes, 823 femmes et de 1 553 enfants. Il faut aussi préciser que l'ambiguïté sur la catégorie enfant est voulue. La conception de l'enfance d'hier, qu'elle soit endogène ou coloniale, diffère de celle d'aujourd'hui. Dans le droit positif actuel l'idée de minorité au Cameroun, va de la petite

enfance à 14 ans en matière pénale et à 18, voire 21 ans en matière civile. Chez les *Gbaya*, comme dans d'autres modèles éducatifs endogènes, la sortie des rites initiatiques déterminait le début de la majorité sociale. L'âge moyen d'entrée à l'initiation oscillait entre 8 et 14 ans. Généralement, chez les *Gbaya*, *Képéré* et *Kaka*, où les jeunes garçons pratiquent le rite *Labi* sa durée est comprise entre six et huit ans. La majorité se dégageait donc entre quatorze, seize et dix-huit ans au plus en fonction de l'âge à l'entrée de l'initiation (Bah, 1974). Voilà pourquoi, la politique fiscale ou celle du travail colonial s'approprie l'âge adulte médian [14 ans] de sortie des rites, comme les coutumes pour déterminer la majorité civile, pénale et professionnelle (JOC 1916 : 10). L'administration ruse ainsi entre les vides du droit international et les pratiques culturelles consensuellement admises par les populations dans la gestion de la main-d'œuvre.

Concernant les ouvrages d'art et de franchissement, plusieurs acteurs du secteur minier participent aux investissements ou en assument la totalité de la charge durant la guerre de 1939-45. Le linéaire Bétaré-Oya-Baboua long de 260 km est réalisé en 1934 (JOC 1934 : 41-43). Puis, en 1934-38, les administrateurs Noutary et Fayet font construire deux voies d'un linéaire de 222 km : Petit-Bello-Garoua-Boulaï-Ndokayo-Mboussa et Bétaré-Oya-Ndokayo (ADK 1958). Les subdivisions de Bétaré-Oya et de Batouri sont reliées par un réseau de routes, de ponts et de bacs de 455 km qui interconnecte les deux rives du Lom ainsi que celles de la Kadey entre 1938 et 1958 (Nana Komey 2021 : 206). Ses principaux axes sont : Ngoura, Pana II, Mindourou, Djampiel (63) ; Kobi, Ndélélé, Youla (48) ; Ndem, Boubara, Bengué-Tiko (98) ; Bengue-Tiko, limite AEF (36) ; Bengué-Tiko, Bac Boden (15) ; Badongoué, Nguélébok, Miéri (35) ; Bimba, Kagnol I (35) ; Batouri, Aviation, Taparé, Kadey (58) ; Batouri, Mbendissola (15) ; Miéri, Grand-Pol (50) (*Ibid.*) C'est également à la même période que les politiques publiques des transports créent les aéroports de Batouri, Bertoua et Yokadouma, qui développent et s'intensifient le transport aérien (*Ibid.*). La Société africaine de prévoyance (SAP) est un acteur

majeur du secteur minier qui finance les projets routiers. Elle investit 3 393 000 F dans les routes entre 1953 et 1957 (*Ibid.*)

Pour ce qui est des dynamiques démographiques, la population générale de la région progresse très lentement, passant de 90 858 à 95 329 en 1939, puis à 96 107 en 1940 (Nana Komey 2021 : 148). Entre 1938 et 1940, des habitants des cantons *gbaya Amadou Badzou* et *Ko* de Bengue-Tiko sont déportés sur les chantiers du Centre de Bétaré-Oya pour renforcer la situation des *Yaayuwée*, *Mbodomo*, *Lai* du centre et du sud-est chez lesquels une diminution drastique du chiffre des hommes est enregistrée (ANY/APA/10.801-RLK 1939-1940). Les villages subissent une très forte pression exercée par les chefs de subdivision de Bétaré-Oya, Batouri et Bertoua, ainsi que par les compagnies, les chefs indigènes et les milices tribales ou privées pour fournir la main-d'œuvre entre 1939 et 1940 (*Ibid.*) Le régime de la réquisition bat son plein. Au 3^e trimestre 1940, le chiffre des travailleurs de 12 compagnies est 3.771 alors qu'au quatrième trimestre il progresse à 6 598. Mais cette progression masque le fait que la population de Batouri sur la même période décroît de 214 unités (Nana Komey 2021 : 147-155). Les administrateurs expliquent cette progression par un afflux des *sans-papiers* venus de Poli, Longo (Nord), Ngaoundéré, Meiganga (Adamaoua), Yokadouma, Doumé, Abong-Mbang (Est), Nanga-Eboko, Yaoundé, Bafia, Kribi (Centre-Sud) et de Dschang (Ouest) (*Ibid.*) Dans le même temps, l'administrateur de Bertoua note en 1945 une « diminution significative du nombre de la population » (*Ibid.*) Il affirme que des familles entières et des villages des cantons *Bobilis*, *Képéré* et *Pol* migrent littéralement en direction de Nanga Eboko, alors que certains trouvent refuges dans les territoires insulaires de la Sanaga (Archives régionales de l'Est [ARE] 1948).

L'état civil donne 2 345 nouvelles naissances pour 1 276 décès en 1940 (*Ibid.*) Même s'il faut se méfier des statistiques, les naissances enregistrées dans les trois subdivisions sont aussi basses que le taux de mortalité est anormalement élevé. Sept années plus tard, en 1947, si les chiffres globaux de la population demeurent dans la tendance sus

énoncée, les recensements par subdivision et par cantons sont plus expressifs : 117 habitants de moins chez les *Bobilis* en 1946-47, 902 en 1947-48, 816 en 1949, 806 en 1952 soit environ le dixième de la population de ce canton qui sur cinq années passe selon les statistiques officielles de 7 675 à 5 693 habitants (ARE 1947 ; 1952). Sur les causes à l'origine de la saignée, l'administrateur pointe : des recrutements abusifs, un accroissement des départs vers la SEITA de Batschenga pour les hommes, des exodes pour cause matrimoniale vers Nanga Eboko pour les femmes et la crise politique dans le canton (*Ibid.*). Chez les *Képéré* de Deng-Deng, la situation n'est pas meilleure : 1 194 habitants en 1948, 1 377 en 1950, 1 450 en 1952 et 1 226 en 1954 (ADK C/62/Cf/SBE 1953). Idem chez les *Gbaya* de Bertoua où la population chute de 8 647 à 8 039 entre 1952 et 1953, chez les *Maka Bok Biep* l'on passe de 5 508 à 5 339, chez les *Pol* de 2 941 à 2.862 (ANY 2AC7100 1952-1953). Seuls les *Bamvélé* progressent de 1 629 à 1 660 alors que les *Képéré* de Woutchaba stagnent à 872 (*Ibid.*) Mais la responsabilité de la situation revient derechef aux farouches campagnes de recrutement. C'est ce qu'explicite une correspondance du Haut-Commissaire au Chef de la région Lom-et-Kadéï, lorsqu'il affirme que : « il ne faut pas se cacher [...] il sera nécessaire de protéger ces cantons isolés [...] contre les recrutements de main-d'œuvre à la mode passée » (Archives de la sous-préfecture de Bertoua [ASPB] C/1606/APA/I 1952). Du côté de Batouri, par contre, l'administration est confrontée à une crise de surabondance de la main-d'œuvre qui afflue de partout du Cameroun, de l'Oubangui-Chari et du Congo entre 1957 et 1960 (ANY-RLK, 1957-1958). Si bien qu'elle qualifie cette situation « d'immigration illégale et scandaleuse » dès 1957 (*Ibid.*) Seule la crainte d'une indépendance sanglante fait fuir ces étrangers, qui l'estiment inévitable en raison de la pluriethnicité du Cameroun et de ses nombreux problèmes sociaux et politiques (ADK 1958-1959).

La crise démographique provoquée par les rationalités de la *seconde mise en valeur* présente des visages multiples. D'abord, des entorses à la législation sur le vagabondage et les circulations, dont l'afflux des travailleurs sans laissez-passer aussi appelés *sans papiers* vient, à partir de 1940, renforcer les effectifs des locaux en chute libre du fait des évasions, des décès et des grèves. Ensuite, une émigration massive vers les sociétés de tabacultures de Batschenga, l'arrondissement de Nanga Eboko, les marchés de Nsem et de Bibey que les locaux, hommes et femmes, entrevoient comme des espaces moins verrouillés que le Lom-et-Kadéi. Enfin, une crise de la surabondance de la main-d'œuvre et de la gestion des entrées aux frontières. D'un côté, les *sans-papiers* sont les bienvenus parce que les diminutions de populations inquiètent alors que de l'autre, l'affluence de cette main-d'œuvre est jugée critique. La crise démographique est donc pensée dans la logique duale de l'absence et du trop-plein.

Conclusion

La mise en valeur ou mieux ses deux temporalités dans le Sud-est développent des dispositifs de pouvoir qui transgressent les grandes évolutions politiques (protectorat, mandat et tutelle) qu'a connues le Cameroun. Ces dispositifs spectraux ou fantomatiques se sont inscrits, pour quelques-uns, dans la durée. Caractérisés par une certaine transversalité sur le plan socio-spatial, les routes de la *première mise en valeur*, celle du caoutchouc et de l'ivoire qui s'est étendue entre 1890 et 1940, ont eu plusieurs fonctions, notamment dans les circuits de la pacification militaire, commerciale et politique. Elles ont aussi constitué les axes de pénétration des troupes alliées à la suite desquels sont entrés les opérateurs économiques, comme Schuller, Gerberon et toutes les autres compagnies. Ces opérateurs qui subissent la fluctuation, la mauvaise performance des cours mondiaux du caoutchouc ainsi que les différentes réglementations visant la protection des éléphants relancent les prospections minières stoppées par la Grande

Guerre à partir de 1928. Ce qui aboutit à la découverte de l'or dans le Lom-et-Kadéi et au basculement de l'orientation de la vie économique et sociale dès 1932. Le minerai d'or procure une grande assurance, une rentabilité et une stabilité sans appel qui fait qu'il inaugure *la seconde mise en valeur*. Celle-ci met fin aux angoisses des investisseurs du caoutchouc reconvertis dans la nouvelle filière. La transversalité est aussi observable dans le fait que, si la *première mise en valeur* détruit les couches supérieures du sol, la seconde le fait en profondeur. Ainsi, dans le processus de la valeur, la nature qui produit les matières premières que l'on adule détermine l'importance et l'utilité de chaque type de société et d'écosystèmes et assigne à l'individu une valeur selon sa productivité. Il y a donc dans la vision capitaliste coloniale une interchangeabilité entre l'homme et la nature. C'est ce que Gilles Deleuze et Félix Guattari (1973) appellent une mécanique schizophrénique. Vivre dans le spectre de la valeur c'est donc devenir le sujet (in)conscient de la valeur. La société coloniale est donc une société de la valeur qui est cette puissante pulsionnelle et imaginative dont le pouvoir organise, institue, crée et tue.

Sources et références bibliographiques

- Akindès, Francis, « On ne mange pas les ponts et le goudron » : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, 4/148, 2017, p. 5-26.
- Amselle Jean-Loup/M'Bokolo Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 2009.
- Ango Mengue, Samson, « L'Est Camerounais : une géographie du sous-peuplement et de la marginalité », Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Bordeaux III, 1982.
- Bah, Thierno Mouctar, « Contribution à l'étude de la résistance des peuples africains à la colonisation. Karnou et l'insurrection des Gbaya. (La situation au Cameroun 1928-1930) », in *Afrika Zamani. Revue d'Histoire africaine*, 3, 1974, p. 105-161.

- Batéranzigo, Léonidas, « Les Gbaya et les Kaka de l'Est-Cameroun des origines à 1960 », Thèse de doctorat 3^e cycle en Histoire, Université de Yaoundé I, 1993.
- Bonhomme, Julien, « L'art de la dérobade. Innovations rituelles et pouvoir colonial en Afrique centrale », *Cahiers d'études africaines*, 57/4, 2017, p. 951-972.
- Burnham, Philipp, "Raiders and invaders in Adamawa. Slavery as a system", *Paideuma*, 41, 1995, p. 153-176.
- Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- Communauté économique des Nations Unies pour l'Afrique, *Les économies de l'Afrique centrale*, 2012 et 2013.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Le Congo au temps des compagnies concessionnaires 1898-1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
- Courade, Georges et Sindjoun, Luc, « Le Cameroun dans l'entre-deux », *Politique africaine*, 62, 1996, p. 3-14.
- Cussó, Roser, « Aux origines de l'évaluation statistique internationale : le système mandataire de la Société des Nations », *Working Paper*, 2012.
- Deleuze Gilles/Guattari Félix, *Capitalisme et schizophrénie. L'anti-Œdipe*, Paris, Les éditions de Minuit, 1973.
- Derrida, Jacques, *Spectre de Marx*, Paris, Galilée, 1993.
- Du Jardin et al. (dir.), *Léopold II : entre génie et gêne. Politique étrangère et colonisation, Tome II*, Bruxelles, éditions Racine, 2009.
- Eboko, Fred et Awondo, Patrick, « L'État stationnaire entre chaos et renaissance », *Politique africaine*, 2/150, 2018, p. 5-27.
- Etoga, Eily Florent, *Sur les chemins du développement. Essai d'histoire des faits économiques du Cameroun*, Yaoundé, CEPMAE, 1971.
- Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
- Grandmaison, Le Cour Olivier, *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.
- Hartog, François, *Les régimes d'historicités*, Paris, PUF, 2003.
- Jamot, Eugène, « La maladie du sommeil au Cameroun », *Journal of International African Institute*, 3/2, 1930, p. 161-177.
- Kaptué, Léon, *Travail et main d'œuvre au Cameroun sous régime français*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- « L'administration coloniale et la circulation des indigènes au Cameroun : le laisser-passer 1923-46 », *Afrika Zamani*, 10-11, 1986, p. 160-184.
- Kogni, « Bertoua, Batouri, Bélabo : étude comparative de trois villes de la Province de l'Est du Cameroun », Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Yaoundé, 1986.
- Lachenal, Guillaume, *le médicament qui devait sauver l'Afrique*, Paris, Karthala, 2014.

- Mbembe, Achille, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala, 1996.
- De la Postcolonie*, Paris, La Découverte, 2020.
- Meyer, Andrea et Savoy, Bénédicte, *Atlas de l'absence. Le patrimoine culturel camerounais en Allemagne*, Berlin, Fondation allemande pour la recherche, 2023.
- Ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire, *Document stratégique pour la croissance et l'emploi*, 2009.
- *Stratégie nationale de développement*, 2020.
- Mohammadou, Eldridge, « Le poney conquérant des savanes du Cameroun (c. 1750-1850) », in Baroin, Claude et Boutrais, Jean (dir.), *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, IRD, 1999, p. 81-108.
- Morgen, Curt Von, *À travers le Cameroun du nord au sud. Voyages et explorations dans l'arrière-pays de 1889 à 1891*, Paris, Serge Fleury/Publications de la Sorbonne, 1982.
- Nana Komey, Daniel Georges, « Les représentations sociales des élections dans le Lom-et-Djérem. Des déclinaisons du processus d'altérisation ethnique (1927-2013) », Thèse de Doctorat Ph en Histoire, Université de Douala, 2021.
- « D'une colonisation à l'autre : une anthropologie du déplacement dans le Sud-Est du Cameroun (1840-1935) », à paraître.
- Salamatou, « étude des témoins de la présence allemande (1884 - 1916). Une contribution à l'archéologie historique au Cameroun méridional », Thèse de Doctorat PhD en Archéologie, Université de Yaoundé I, 2021.
- Sarraut, Albert, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Émile Larose, 1924.
- Services des douanes du Cameroun, *Le Commerce Extérieur du Cameroun Français*, Yaoundé, Imprimerie du Gouvernement, 1945.
- Sinang, Joseph Jules, « le Chef Mbartoua à l'Est-Cameroun, 1870-1884 : une figure esclavagiste méconnue » in Alioum, Idrissou et Ngon, Nadine Carole (dir.), *Esclavage et traites négrières en Afrique centrale : histoire, mémoires et héritages, Perspectives pluridisciplinaires*, Douala, Africavenir, 2018, p. 37-52.
- Tonda, Joseph, « Derrida, le diable, les fantômes et les miroirs anormaux africains », *Politique africaine*, 1/97, 2005, p. 172-177.
- « Le rôle des sciences sociales dans le développement des sociétés africaines face à l'obstacle épistémologique du continent noir », Conférence prononcée à l'Université Catholique d'Afrique centrale, Yaoundé, 24 avril 2024.

Wang Sonnè, Adolphe, « Les auxiliaires autochtones dans l'action sanitaire publique au Cameroun sous administration française, 1916-1945 », Thèse de Doctorat 3^e cycle en Histoire, Université de Yaoundé, 1983.

Zouya Mimbang, Lucie, *L'Est-Cameroun de 1905 à 1960. De la « mise en valeur » à la marginalisation*, Paris, L'Harmattan, 2013.

Sources :

Archives des Nations Unies

Le Lom-et-Kadéï, 1949.

Le Haut-Nyong, 1949.

Archives nationales de Yaoundé

Fond allemand :

FA1/367, Expédition punitive contre les Bamville dans la zone de Ndeng Ndeng en novembre 1910 (Premier-Lieutenant Peter), 1910.

FA 1/92, Rébellion des Maka en 1910 dans le district de Doumé.

FA1/141, Conditions des anciens insurgés détenus. - Rapport du Premier-Lieutenant Schlosser, Lomié, 9.2.1911.

FA 4/792, Répression de la rébellion des Maka du Nord du 31.5.1910 (Major Dominik), 1910 – 1911.

Archives politiques et administratives

APA 10. 801/K-RLK, Rapport annuel 1939.

APA 10. 801-RLK, Rapports annuels 1939-1940

APA 10.422/B-RLK, Rapport annuel 1940.

2AC7100, Rapports annuels Subdivision de Bertoua, 1952-1953.

2AC7100, Rapport annuel Subdivision de Bertoua, 1953.

Rapport Annuel-Région Lom-et-Kadéï, 1957.

Archives régionales de l'Est

Rapports annuels Subdivision de Bertoua, 1945, 1946, 1947, 1952.

Archives départementales de la Kadéy

APA C/125, contrôle du bétail destiné à Wumbu, 1947.

APA C/242-R, Troupeaux en provenance du Nord-Cameroun. Ravitaillement, 1947.

C/62/Cf/SBE, Correspondance du Haut-Commissaire à Monsieur le Chef de région Lom-et-Kadéi, 1953.

Tableau des routes et des chemins vicinaux de la subdivision de Bertoua 1958.

Tableau des routes et des chemins vicinaux de la subdivision de Bétaré-Oya 1958.

Rapports annuels 1958-1959.

Archives de la Sous-préfecture de Bertoua II

C/1606/APA/I, Correspondance du Haut-Commissaire à Monsieur le Chef de région Lom-et-Kadéi, 1952.

Journaux officiels et rapports annuels disponibles aux Ministères de la Recherche et de l'Administration territoriale à Yaoundé

JOC = journal officiel du Cameroun

JOC 1916, 1921, 1922, 1927, 1929, 1930, 1934.

RA = rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Cameroun

RA 1921, 1922, 1923, 1927, 1924, 1935, 1936, 1937, 1938, 1949.

Traductions allemandes disponibles au Ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation et aux Archives nationales à Yaoundé

35/B 4418, Fin de l'expédition Bertoua. Rapport du 1^{er} Lieutenant Von Stein, 1903.

46/B 4441, Rapports relatifs à l'insurrection et la soumission des tribus Makas, 1906-1910.

48/B 4442, Une expédition contre les KAKA. Rapport du 1^{er} Lieutenant Werner, 1909.

61-1/B 4455, Rapport du Capitaine de Cavalerie V. Stetten sur la marche de Balinga à Yola, 1895.

62/B 4456, Tournée effectuée dans les régions au Sud et au Sud-Est de Yokou. Lieutenant Radtke, 1901.

77/B 4471, Rapport du Lieutenant Freiherr V. Stein sur l'expédition contre Kunabembe, 1904.

- 80, Rapport du Lieutenant Scheunemann sur son expédition dans la répression des troubles dans la région Djem et Ndzimou, 1904.
- 83, Rapport de Mr. Preuss, Délégué du Chef de l'Administration de la région Sanga Ngoko sur son exploration de la région entre Nyong et Dja, 1904.
- 89, Rapport du Dr. Plehn sur son voyage à Dzimou et Bayanga, 1900.
- 105, Tournée du Capitaine Thieny à Gsum-Sanaga, 1903.
- 107, Fin de l'expédition Bertoua. Rapport final de Von Stein sur la fin de l'expédition vers Bertoua, 1903.
- 109, Rapport du Capitaine Engelhardt sur son voyage de Mbua-Besimba à Bertoua, 1903.
- 110, Rapport du Capitaine Engelhardt sur son voyage de Bertoua à Yaoundé, 1903.
- 111, Rapport du Capitaine Engelhardt sur son voyage de Bertoua à Yaoundé, 1903.

Entretiens :

Bertoua

Ngove-Ngari, 13 avril 2013.

Bétaré-Oya

Adamou Iya Justin, 07 novembre 2019.

Gilbert Oumarou, 07 novembre 2019.

Mballa Jacqueline épouse Zaoro Adamou, 07 novembre 2019.

Nkol-Afamba

Bana Simplicie, 24 avril 2020.

Tables des matières

Écrire et dire la migration aux abords des frontières-lignes de l'espace CEMAC : propos introductif	7
---	---

Amadou SOULEYMANOU

Première partie : Gouvernance migratoire, reconstruction des identités et intégration21

La gouvernance des « réfugiés » en pays bamoun pendant la période précoloniale : dynamique d'intégration et reconstruction des identités.....	23
---	----

Youssouf MOPA & Amadou SOULEYMANOU

La migration des subsahariens au Tchad postcolonial : stratégies d'adaptation et d'intégration.....	43
---	----

Zakaria BEINE

Les migrants forcés centrafricains dans la ville de Douala : profils d'acteurs, stratégies d'adaptation et impacts socioéconomiques ...	67
---	----

Achille Garance KAMENI NGALEU & Kensoumi MENGOUEN NCHOUWAT

Deuxième partie : Mobilités, travail et (in) sécurité..... 89

Flux migratoire, recomposition sociale et nouvelle économie aux abords du pipeline Tchad-Cameroun	91
---	----

Nicodème GLO

Travail des enfants réfugiés centrafricains dans les chantiers d'or de Kolomine à l'Est-Cameroun : regards croisés sur la vulnérabilité et les violences associées	113
--	-----

Patrick Magloire ESSOMO NGOSSIA

Les migrations forcées en Afrique : réfugiés centrafricains, défis
sécuritaires et socioéconomiques à l'Est-Cameroun 133

SALI

Construction des zones transfrontalières camerounaises et
prévention des menaces sécuritaires dans la sous-région CEMAC 145

NGOUYAMSA MEFIRE

Varia..... 167

Vivre dans le spectre de la valeur : dispositifs infrastructurels
coloniaux et populations dans le Sud-Est du Cameroun 169

Daniel Georges NANA KOMEY

Tables des matières.....203

Mobilités intra-africaines et développement

Écrire et dire la migration dans l'espace CEMAC

Ce volume est le fruit de la seconde édition des journées scientifiques du Centre de recherche sur les dynamiques des mondes contemporains (CERDYM), qui devaient avoir lieu à Ndjamena les 26 et 27 mars 2021. Des circonstances imprévues l'ont annulée et, pour en préserver les traces, nous avons choisi de partager les réflexions de chercheurs qui ont proposé des sujets de communication sur les mobilités et le développement intra-africain. Ces contributions ont dicté l'organisation du texte en deux parties. La première aborde la gouvernance migratoire, la reconstruction des identités et l'intégration dans l'espace CEMAC. La seconde examine les connaissances sur les mouvements de population liés au travail et à la sécurité en Afrique centrale. Ces recherches sur les migrations dans les pays du Sud mettent en évidence leur complexité, notamment en Afrique centrale, et remettent en question les théories transnationales. Elles évaluent également l'impact de la migration intra-africaine sur le développement des États de la région, tout en considérant les questions identitaires liées aux frontières héritées de la période coloniale.

Le Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes Contemporains (CERDYM) est une unité de recherche spécialisée dans les études transdisciplinaires en sciences humaines et sociales, affilié à la Faculté des Lettres et sciences humaines de l'Université de Douala.

Depuis sa création en 2017, le CERDYM développe des programmes de recherche triennaux autour d'une thématique générale adoptée par l'Assemblée générale. En ce qui concerne le programme (2022-2025), le CERDYM se propose de croiser les regards intellectuels et pratiques sur le triptyque Mobilités-Identités-Humanités environnementales.

Couverture conçue par Laurain @ssipolo.

Image de couverture : Image de macrovector sur Freepik.

ISBN : 978-9956-459-81-0

19,15 €

pygmieseditions.com

